

Le Grain du CAD

Numéro 5- mai 2019

Une fleur tombée qui remonte sur sa branche. C'est un papillon.

Arakida Moritake "Analectes d'Ise"

PROPOS DE NOUS

Comme vous avez pu le constater notre *Grain* n'a pas habitué ses lecteurs aux références à l'actualité la plus chaude. C'est en effet de façon partielle ou elliptique que sa lecture permet de percevoir les ondes produites par l'agitation de ce monde. Il ne faut pas perdre de vue que *le Grain du CAD* est un bulletin émanant d'une bibliothèque, lieu de recul et de réflexion par excellence. Cela signifie-t-il que le bruit et la fureur qui agitent notre société ne parviennent pas jusqu'à nous ? Disons que notre bibliothèque est avant tout un lieu de recueil du passé, de mise en archive de ce qui a été dit (et éventuellement de ce qui se dit aujourd'hui). Sur ses rayons repose l'histoire des vaincus, mais aussi la démonstration de la possibilité, toujours incertaine, de surmonter la défaite et d'envisager un nouvel avenir. S'orienter dans ce vaste monde du savoir accumulé peut paraître aussi difficile que de le faire dans le présent de nos luttes et de nos projets. Mais c'est juste une question de temps et de patience. Aujourd'hui, on écrit des livres qui parlent de tentatives et d'espérances qui finiront probablement dans le silence solennel de bibliothèques semblables à la nôtre. Mais ce silence ne demande qu'à être rompu par les rencontres et les débats animés autour de ces mêmes livres. Les pages de notre journal sont un espace que nous souhaitons à la fois ouvert et fermé à l'agitation du monde. Fermé parce que les murs de notre bibliothèque forment un abri nécessaire en marge de l'urgence de l'action. Ouvert parce qu'en étant un espace de libre accès, il met à la disposition de tous une mémoire, une possibilité de méditation et de critique constante de la société. Parce qu'il laisse la possibilité aux interrogations d'atteindre toute leur ampleur, le silence des bibliothèques est l'une des meilleures armes pour combattre le vacarme de la propagande. Préserver des endroits comme le nôtre, on l'on peut réfléchir à la fois collectivement et individuellement, puis donner une voix à ces questionnements au-delà de tout agenda politique, nous paraît aujourd'hui plus nécessaire que jamais.

TONI



Un lieu d'espoir et d'utopie

L'HÔPITAL DE SAINT-ALBAN-SUR-LIMAGNOLE

Dans le dernier espagnolisme de notre amie Odette, que l'on vous recommande vivement [\[1\]](#), on trouve un article de Jacques Tosquelles, le fils du célèbre psychiatre catalan pionnier de la désaliénation sociale en milieu institutionnel. C'est l'occasion pour *le Grain* de revenir sur l'histoire de l'endroit où François Tosquelles a rencontré son destin, je veux parler de l'hôpital de Saint-Alban-sur-Limagnole, magnifique lieu niché au cœur de la Lozère chargé d'une mémoire multiforme et bien subversive comme on les aime.

Pour respecter la chronologie, il faudrait commencer en 1821, date à laquelle un certain Hilarion Tissot, moine de son état, et un peu délirant semble-t-il lui aussi à l'occasion, récupère le vieux château de Saint-Alban, ancienne propriété des barons d'Apchier, pour en faire, comme on disait à l'époque, un asile d'aliéné. Mais comme on ne se sent pas tenus nous non plus de suivre les règles établies, on va partir de Jean Dubuffet.

Jean Dubuffet est l'inventeur de l'Art brut. C'est parce qu'il voulait "désapprendre les manières apprises" que Dubuffet s'est intéressé aux productions artistiques des malades mentaux. À propos de l'exposition qu'il avait instiguée à Paris au musée des Arts décoratifs à l'automne 1967, il écrivait : « *Le conditionnement du public est si fort que le caractère non conformiste commun à tous les ouvrages présentés dans cette exposition, au lieu d'ouvrir ses yeux sur toutes les autres voies d'expression qui s'offrent à la création à côté de celle mise en œuvre par l'art conventionnel, a simplement alimenté son indéclinable idée que ce non-conformisme est marque de folie, et que les auteurs de tels ouvrages ne peuvent être que des fous.* »

Jean Dubuffet ne voulait pas limiter son concept à la dimension artistique. Il parle aussi, et surtout, de "productions", signifiant par-là que l'Art brut est pour lui une activité dont dépend l'existence même. « *Après tout, écrit-il dans le même texte, une fois passée sa première humeur, il n'est pas si mal fondé d'identifier le non-conformisme avec la folie. Peut-être la folie, du moins cette sorte de folie à laquelle doit la moitié des auteurs de l'Art brut d'être internés dans des asiles, n'est-elle rien d'autre que du non-conformisme, que de l'individualisme, que de l'esprit de contre-pied et de mise en question des idées reçues.* »

La valeur humaine et créative de la folie comme contrepoids nécessaire à la culture conventionnelle et à la raison d'état, voilà comment Dubuffet voyait les choses. Tel était aussi le credo de François Tosquelles. Républicain marxiste à tendance anarchiste, versé, entre autres, dans les travaux de Jacques Lacan et de Hermann Simon (qui estimait qu'il fallait d'abord soigner l'hôpital pour pouvoir soigner les malades), *Tosque*, comme on allait bientôt l'appeler, avait déjà

essayé de transformer les pratiques médicales psychiatriques dans son pays avant et pendant la guerre civile. Après la défaite de la République, condamné à mort par Franco, il débarque à Saint-Alban (il est embauché comme infirmier, son diplôme de médecin n'est pas reconnu en France) avec l'espoir de pouvoir continuer à soumettre ses conceptions thérapeutiques à l'épreuve du réel... et c'est là qu'il tombe sur l'incarnation vivante de sa pensée : Auguste Forestier. L'homme est interné à l'hôpital de Saint-Alban depuis 1915. Il y est entré avec à son actif un passé familial conséquemment perturbé et le déraillement d'un train. Fidèle à sa nature, Auguste avait d'abord essayé de s'évader à plusieurs reprises, puis, miracle de l'endroit ?, il avait fini par se résigner à sa situation et s'était guéri lui-même en convertissant sa turbulence congénitale en activité créatrice organisée. Morceaux de bois, éclats de verre, dents d'animaux, vieilles chaussures, bouts de ficelle, tout ce qu'il peut trouver lui est bon pour créer sans relâche un univers de bêtes du Gévaudan, de potentats à crête de coq, de monstres à queue de poisson, de manoirs enchantés, de navires en grand équipage. Pour Tosque, c'est le choc. C'est *la* rencontre qu'il attendait. Les matériaux bruts assemblés par l'ancien forcené atteignent à une profondeur symbolique que le psychiatre catalan n'avait jamais vue nulle part. Tosque ne va plus lâcher son cas d'école. Sous son égide, Auguste Forestier ne va pas tarder à devenir l'emblème de la révolution saint-albanaise.

Le nom d'Auguste Forestier est resté attaché à celui de François Tosquelles. En réalité, l'intérêt des productions atypiques de l'impétueux interné n'avait déjà pas échappé aux infirmiers et aux médecins de Saint-Alban. Avant l'arrivée de Tosque, on laissait déjà Forestier vaquer largement à ses inspirations, explorer à sa guise greniers et poubelles autour de l'établissement afin de collecter sa matière. Quant aux paysans du coin, ils s'étaient accommodés eux aussi du bonhomme. Lorsqu'ils croisaient Auguste ici ou là, ils troquaient avec lui ses œuvres contre du chocolat ou des cigarettes. Cela nous renvoie à notre moine initial. Le qu'en-dira-t-on de l'époque le qualifie lui aussi de religieux atypique, de personnage « bizarre, pour ne pas dire fou ». Était-ce du fait de ses antécédents ? Ou alors à cause de sa libéralité envers ses aliénés ? Avec un peu d'audace, on pourrait presque parler d'âme de Saint-Alban, d'endroit prédestiné. C'est comme si le chemin tortueux qui mène à la porte du château-asile était une invitation à toutes les utopies.

Mais l'utopie c'est aussi la lutte, les chimères doivent toujours se battre pour survivre. Quand l'œuvre de ce bon Hilarion commencera à éprouver quelques difficultés financières, un rapport préfectoral lui reprochera de ne posséder aucune qualité administrative, de ne « rien calculer pour l'avenir ». Pour en finir avec lui et ses méthodes hétérodoxes, le Département récupérera l'asile pour le placer sous sa tutelle. Marius Bonnet, qui intégra l'équipe soignante de Saint-Alban à son retour du camp de Buchenwald, témoigne de ce que fut l'endroit du temps de son père, qui y avait été infirmier avant lui : « *Le travail était dégradant. On vivait constamment enfermé avec les malades sans jamais voir le docteur ou presque. Il s'agissait de les empêcher de s'évader ou de s'entre-tuer, c'est tout. Les visites étaient interdites. Tout gosse, je me rappelle avoir vu le quartier des gâteux : j'en tremble et j'en vomis encore.* » Puis la 2^{ème} Guerre mondiale éclate. La faillite de la ligne Maginot conduit au pouvoir le régime de Vichy qui s'aligne sur les positions nazies quant aux malades mentaux : on arrête tout simplement de les nourrir. Paul Balvet, médecin directeur à Saint-Alban à cette époque, essaiera de dénoncer cette politique criminelle (qui allait entraîner 40 000 morts dans les hôpitaux psychiatriques français) lors d'un congrès à Montpellier, mais sa voix retentira dans le vide. Cette "hécatombe des fous", comme il l'a lui-même nommée, demeure encore aujourd'hui un non-dit de notre histoire nationale.

Si Paul Balvet a lancé son cri d'alarme, c'est parce que l'hôpital de Saint-Alban, avec la guerre, a retrouvé son esprit de rébellion. Dès les premiers jours de l'Occupation, Tosquelles et les siens étaient en effet entrés en résistance. Ils avaient organisé la lutte pour la survie. Grâce aux travaux dans les fermes environnantes, à la cueillette des champignons, ou encore à des faux diagnostics de tuberculose afin d'obtenir des rations supplémentaires, Saint-Alban sera l'un des rares établissements français à ne compter aucun mort par dénutrition durant la guerre. Dans le courant de l'année 43, un commissaire aux renseignements généraux fera un rapport sur la « sourde agitation antinationale » qui règne dans la commune. Il stigmatise en particulier l'attitude du Lucien Bonnafé, le nouveau directeur de l'hôpital qui a succédé à Paul

Balvet, en la qualifiant d'«assez anormale ». Assez anormale ? Le philosophe Georges Canguilhem, que ceux qui ont fait fac de lettres ont peut-être lu, définissait ainsi l'anormalité : « *c'est la possibilité de dépasser un normal momentané pour instituer des normes nouvelles dans des situations nouvelles* ». Auquel cas, on peut dire que l'hôpital de Saint-Alban était à ce moment-là en pleine santé.

Si j'ai cité Canguilhem, c'est parce que lui aussi a séjourné à Saint-Alban. L'auteur de *Le Normal et le Pathologique*, qui n'avait « pas passé l'agrégation de philosophie pour enseigner Travail, Famille, Patrie », s'était engagé assez tôt dans la Résistance. En 1944, alors que le cours des événements l'avait déjà forcé à se replier de Strasbourg à Clermont-Ferrand avec son université, il échappe de justesse à une rafle de la Gestapo et vient trouver refuge dans l'hôpital de son ami Lucien Bonnafé. Non seulement les pratiques qu'il va découvrir à Saint-Alban le raviront, mais ce serait même elles, aux dires de Lucien Bonnafé, qui lui auraient permis de terminer sa thèse sur le normal et le pathologique.

Saint-Alban phare et asile des insoumis. Á l'instar de Georges Canguilhem, de nombreux résistants, intellectuels et artistes (dont Tristan Tzara pour citer l'un des plus connus) viendront se cacher durant ces années sombre entre les murs de notre hôpital. Pour qualifier le mode de vivre ensemble qui s'institua à Saint-Alban entre les fous et les pas fous, entre les soignants, les clandestins et les pensionnaires, Tosquelles inventera le terme de "co-vivance". Paul Eluard, qui en fut lui aussi, parlera pour sa part de "résistance poétique". C'est Lucien Bonnafé, toujours lui, qui avait des liens avec le groupe surréaliste, qui avait fait venir le premier amour de Gala Dalí à Saint-Alban. Dans l'isolement protégé de l'hôpital, Eluard écrira ses *Poèmes d'amour en guerre*, ainsi que ses *Souvenirs de la maison des fous*. Lui non plus ne manquera pas de s'intéresser à Auguste Forestier. Il sera tellement emballé pas le travail de l'artiste vedette de Saint-Alban qu'il essaiera même de faire parvenir un coq de sa production à Picasso.

Dubuffet découvrira quant à lui le lieu à la fin de la guerre. Pour nourrir sa théorie d'Art brut, il cherchait du côté des prisonniers et des malades mentaux, quand un médecin de Rodez, un certain docteur Ferdière, qui soignait Antonin Artaud, lui conseille de se rendre à l'asile de Saint-Alban. Vous connaissez la suite...

Après la guerre, la dynamique de Saint-Alban ne va plus s'arrêter. Les initiatives se multiplieront dans tous les domaines : association des malades, journal intérieur, ciné-club, travail autogéré, émissions radiophoniques, fêtes. On vient désormais à Saint-Alban en famille, on invite ses amis à venir découvrir ce qui s'y passe. La folie acquière cette fois pour de bon cette valeur humaine tant souhaitée par Tosquelles et les siens. On avait soigné l'hôpital, et les malades avaient cessé du coup d'être regardés et traités comme des parias.

De nombreux médecins, chercheurs et intellectuels continuent encore aujourd'hui à se rendre chaque année à Saint-Alban. En 2007, le Musée d'art moderne de Lille, en partenariat avec le Conseil Général de la Lozère et l'Association Culturelle de Saint-Alban, organisa une exposition intitulée *Les Chemins de l'art brut*, exposition placée toute entière sous le signe de la rencontre. Si, comme aimait à le dire François Tosquelles, « *la pensée progresse par la marche et la rencontre avec l'autre* », alors, à n'en pas douter, on a effectivement réussi à Saint-Alban à tracer un trait-d'union entre l'art et les sciences humaines.

Mais c'est à notre protagoniste préféré que nous donnerons le dernier mot. Une seule déclaration a pu être recueillie de la bouche de l'indécrassable taiseux qu'était Auguste Forestier. Elle figure dans un numéro du journal de Saint-Alban : « *Pour le moment, cela va très bien, dit-il, on casse la croûte, les patates et les ratatouilles cela va très bien, je demande que ça continue* »

PATRICK



PACIFIQUE OU PACIFISTE

Dans le langage commun, les mots "pacifiste" et "pacifique" sont souvent employés indifféremment l'un pour l'autre. Quand certains Gilets Jaunes déclarent « nous sommes pacifistes », s'agit-il bien d'une véritable idéologie de la non-violence, comme celle de Gandhi ? Ou est-ce plutôt une confusion, volontaire ou pas, entre les deux termes ?

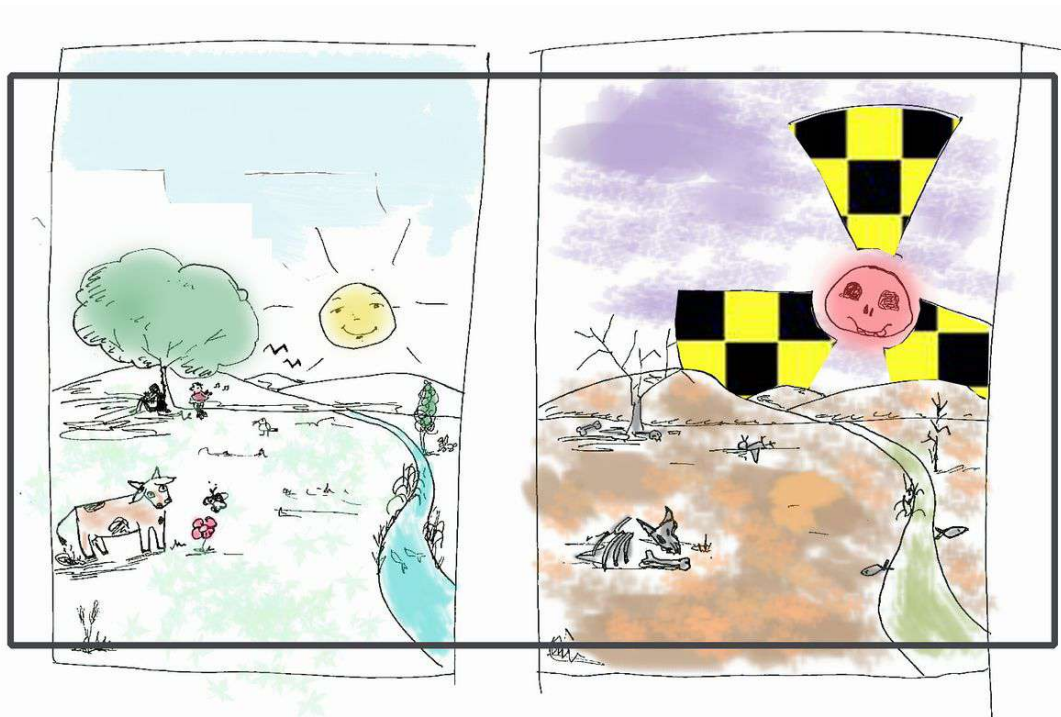
Vu l'environnement journalistique du temps et les réflexions sommaires ayant cours dans les réseaux sociaux, il importe de mettre cela au clair, et de donner un sens à cette dommageable équivoque.

L'adjectif "pacifiste" implique qu'en aucune occasion on aura recours à la violence, par principe. Alors que "pacifique" signifie que la violence, pour des raisons diverses, n'est pas de mise ici et maintenant. Cela peut être par rejet méthodique et systématique de celle-ci – dans ce cas on est pacifiste ! – mais aussi par simple stratégie du moment, parce que la violence est, dans une conjoncture donnée, inutile ou pas souhaitable. En d'autres termes, on peut être "pacifique" parce que l'on n'a pas besoin de la violence, ou parce que l'on sait qu'en faisant usage de la violence on sera balayé par des adversaires plus forts que soi. Tout en estimant en même temps que la violence est indispensable dans certaines circonstances.

Albert Camus disait qu'il fallait être non violent autant que possible, mais garder aussi à l'esprit que le renoncement par principe à la violence est (malheureusement) illusoire. Camus était d'une génération qui avait vécu la guerre de 39/45 et avait expérimenté cette incapacité de la non-violence à atteindre certains buts. La France aurait-elle été libérée des nazis si une force plus considérable que la leur n'avait pas été mise en œuvre pour les affronter ? Pour prendre une comparaison plus actuelle, peut-on lutter contre des islamistes armés, fermement résolus à tuer, en utilisant une stratégie non-violente ? D'une façon plus générale, est-il possible, devant une force brutale, d'avoir une pratique non-violente efficace ?

Même Gandhi a dit : « *S'il ne reste le choix qu'entre la violence et la lâcheté, je préfère la violence.* »

Le refus de la violence n'est pas synonyme de lâcheté, bien entendu, mais la lâcheté peut conduire à la non-violence.



Aurélien Bernier

LES VOLEURS D'ÉNERGIE

Il fut un temps où le monde vivait heureux grâce à ses consortiums nationaux de l'énergie, jusqu'au jour où vinrent de méchants marchés avec leurs privatisations et leur dérégulation, et ce monde merveilleux s'effondra. J'avais promis d'être sérieux, mais je me permets ce petit clin d'œil en guise d'introduction pour présenter le livre qui nous intéresse. Bien documenté, succinct, de lecture accessible, l'ouvrage fait clairement apparaître tout au long de ses pages le sincère effort de son auteur pour nous convaincre de la nécessité de faire sortir l'énergie du secteur du "marché libre", et de la renvoyer sur le terrain de la propriété nationale, seule façon, selon lui, de pouvoir amorcer une réflexion collective sur les énergies et leur futur.

Bernier consacre plusieurs chapitres de son livre à la description des scénarios préalables à la libéralisation de l'énergie sur plusieurs continents dans les premières décennies du XX siècle. L'Après-Guerre, les années 40 et 50, marquent le point culminant de l'histoire de la nationalisation de l'énergie, en particulier en Europe avec la création des grands consortiums du charbon, de l'électricité et du gaz. Mais aussi dans les pays de la périphérie capitaliste où la décolonisation favorisa la prise en main des ressources énergétiques par les nouveaux gouvernements indépendants. À partir des années 60, on note le développement d'un mouvement plus ou moins souterrain de privatisation. Sous prétexte de rendre plus efficaces et plus rentables les systèmes de production et de consommation de l'énergie, les paladins du libéralisme firent tout leur possible pour obtenir des pouvoirs en exercice des politiques de dérégulation afin de "démanteler" les services publics et établir à la place des marchés, des systèmes de bourse, etc. Aujourd'hui encore, dans un pays comme la France, les stratégies de libéralisation du secteur énergétique continuent de s'affronter, dans une lutte constante mais aux résultats incertains, aux schémas protectionnistes.

Tout au long de son livre Bernier tente de démontrer que la situation antérieure, où prédominait le "service public", était meilleure, ou un moindre mal, que la situation présente où ce sont les logiques prédatrices du marché qui dominent. Il nuance néanmoins son propos dans son dernier chapitre. Il admet par exemple qu'une entreprise publique telle que l'EDF se soit lancée dans le développement de l'énergie nucléaire (j'avoue que j'ai patiemment attendu qu'il en vienne à le dire). Un des points faibles de la réflexion de Bernier, en effet, est d'enfermer le problème de l'énergie dans un cadre unidimensionnel. La polarisation privé/public détourne l'attention du véritable problème : celui de l'industrialisation forcée des territoires. Bernier critique l'idéologie productiviste des années de l'après-guerre, peut-être était-elle justifiée par la nécessité d'entamer la reconstruction des nations, mais elle est selon lui quelque chose que «*l'on ne peut plus se*

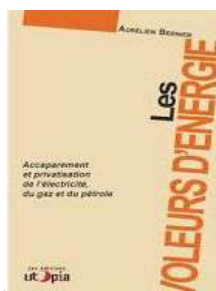
permettre aujourd'hui ». Cette vision de l'histoire contemporaine est un piège. Le productivisme de l'après-guerre avait pour objectif de créer un modèle de société totalement urbanisé, basé sur l'industrialisation de l'agriculture, le développement du secteur tertiaire, etc. Ce ne fut pas simplement un effort pour sortir de la pénurie liée à la guerre, il s'agissait d'un programme délibéré pour en finir avec les derniers vestiges d'autonomie agricole et basculer vers une société de consommation. C'est là que l'État joua un rôle fondamental en dirigeant toutes les forces vers cette fin. C'est de cette façon qu'il faut comprendre la mise en place des réseaux énergétiques actuels (électrification croissante, gigantisme des centrales de production, développement de la mobilité motorisée). Cette question déborde évidemment du cadre de la polarisation privé/public. Bernier fait par exemple allusion à la Tennessee Valley Authority (TVA). Ce gigantesque projet public visait, entre autres, à fournir de l'énergie à un large territoire en Amérique du Nord. Bernier déplore sa privatisation. Pourtant, comme le signale ironiquement l'auteur anarchiste Colin Ward dans son livre *Reflected in water*^[1], ce projet a surtout servi à ce qu'une partie de la population nord-américaine collabore sans le savoir à la fabrication de la bombe atomique dans les années 40, grâce à l'électricité bon marché produite *publiquement* et qui était nécessaire à la fabrication de plutonium. Comme Ward l'explique : « *Les historiens rappellent que le travail a été réalisé dans l'urgence de façon à ce que les bombes puissent être achevées avant que les dirigeants japonais viennent à accepter la reddition inconditionnelle* ».

Industrialisation à l'intérieur et pouvoir dissuasif à l'extérieur sont les deux clefs de la « fureur énergétique »^[2] du monde contemporain. La décolonisation des années de l'après-guerre, que Bernier signale comme une période propice à la réappropriation nationale des ressources, permit également aux gouvernements de grandes nations "sous-développées" d'imposer à marche forcée l'industrialisation. Tel fut le cas pour l'Inde ou le Brésil. On pourrait citer aussi le projet national énergétique du barrage d'Assouan en Egypte, avec ses conséquences écologiques désastreuses. On peut se souvenir aussi de quelqu'un comme Fritz Schumacher. Schumacher fut un pionnier de la pensée écologique. Après avoir travaillé pendant vingt ans, de 1950 à 1970, pour le National Coal Board, et défendu la propriété publique du charbon, il a fini par prôner le dépassement du problème privé/public pour ce qui concerne la question énergétique. En mettant l'accent sur la nature et la dimension de nos instruments de production, et en critiquant le colonialisme technologique de l'Occident envers les pays pauvres, il mit à la portée de tous un véritable débat sur l'industrialisation et l'énergie.

Le livre de Bernier, en revanche, est un plaidoyer pour un retour à la nationalisation totale de l'énergie. Mais il est impossible de ne pas mentionner le rôle joué par les États dans la genèse des grosses structures industrielles qui nous asphyxient aujourd'hui. La proposition de Bernier d'une « *société française des énergies* » est un fantasme d'un passé aussi obscur que le présent. Et son questionnement à propos de possibles structures énergétiques locales et autonomes n'est qu'une preuve que l'imagination politique actuelle ne peut échapper au chantage du fait accompli. Bernier a raison d'affirmer qu'un réseau d'énergies locales et autonomes ne pourrait suffire aux besoins des très grandes villes. Mais une écologie conséquente ne commence-t-elle pas par la remise en question de l'existence même de ces grandes villes ? Comme le laisse entendre l'auteur lui-même à la fin de son livre, sa proposition « *tient beaucoup du rêve* ». Le rêve d'un État, ajouterons-nous, qui deviendrait enfin bon et agirait en faveur de ses citoyens. Entre les rêveurs de la "main invisible" du marché et ceux de l'État philanthropique, nous continuerons pour notre part à placer nos espoirs ailleurs.

TONI (traduit de l'espagnol par Sonia)

^[1]*Reflected in water. A crisis of Social Responsibility* (1997) ^[2]Une expression de Venant Brisset



Les voleurs d'énergie, accaparement et privatisation de l'électricité, du gaz, du pétrole, Aurélien Bernier, Éditions Utopia, 2018



Un extrait de la bio de Manuel Martínez, prisonnier dans les geôles de Franco

Le 25 avril dernier le CAD organisait une soirée portant sur l'histoire de la COPEL. La COPEL (*COordinadora de Presos en Lucha* pour ceux qui lisent l'espagnol) est un collectif de détenus qui se sont organisés dans les années 70 au sein des prisons espagnoles pour défendre leurs droits. La soirée était du plus grand intérêt. Le documentaire projeté pour présenter le sujet, commenté ensuite par Victor, acteur lui-même de ces luttes, nous a donné envie d'en savoir davantage. Ainsi sommes-nous allés chercher en complément d'information le livre d'Eduardo Romero : *Autobiografía de Manuel Martínez*.

Manuel Martínez fut un membre très engagé de la COPEL. Son récit, mis en forme par Eduardo Romero, retrace à la première personne ses expériences, pratiquement toujours atroces, dans les prisons du pouvoir franquiste. Le livre est en espagnol, mais nous vous en avons traduit un petit extrait. Nous avons choisi ce passage précisément parce qu'il montre bien comment dans les plus dures conditions les prisonniers de la COPEL continuèrent à lutter pour leur dignité et leur accès à la culture.

« Á Alcalá, il y avait un pote, Bene. Il a braqué l'armoire à pharmacie de la taule et on a pris des Nolotils (barbituriques) en intraveineuse tellement on était désespérés. Mais dans le fond, la prise d'otage à Alcalá m'a évité de devenir un camé de plus. Là-bas, l'héroïne n'était pas aussi courante qu'à Carabanchel. La Copel y était toujours forte. Pendant les assemblées on avait à cœur d'aborder l'effet destructeur des drogues sur la solidarité entre les prisonniers. Je me suis dit : "ça n'ira pas plus loin". Et je ne me suis plus jamais piqué.

L'activité que promouvait l'assemblée m'a aidé à tenir bon. On organisait des tournois de foot, de hand-ball, de pelote. Comme la bibliothèque de la prison n'était ouverte que de temps en temps, on a décidé de créer la nôtre.

Nous avons pris contact avec des tas d'éditeurs et des cartons et des cartons de livres se sont mis à nous parvenir. On ne savait plus comment faire face à une telle quantité de livres. On a réussi à se faire donner une guérite vitrée vide qui se trouvait dans la cour et on l'a pourvue d'un maximum d'étagères. Mais de nombreux livres restèrent malgré tout dans les cartons. La Direction voulut alors qu'on les transfère à la bibliothèque de la prison, mais nous avons refusé.

Nous fîmes des fiches que chacun remplissait au moment d'emprunter ou de rendre les livres. On fonctionnait de façon autodidacte, chacun choisissant ses lectures. Les livres étaient traités avec soin et toujours restitués dans les délais. Personne ne les volait, à part les matons. Une nuit, ils

pénétrèrent dans notre bibliothèque, alors il fallut mettre un cadenas pour ne pas que ça se reproduise.»

« Les murs des prisons ne sont pas élevés pour empêcher les prisonniers de s'évader mais pour ne pas que les gens voient ce qui s'y passe à l'intérieur » avouent elles-mêmes les autorités pénitentiaires dans le documentaire. Grâce aux membres de la COPEL, c'est chose faite.

SONIA



Autobiografía de Manuel Martínez par Eduardo Romero, Éd. Pepitas de calabaza 2019

CE QUE VOUS AVEZ (peut-être) RATÉ

Et oui, nous sommes déjà au mois de mai. À bien faire, comme on dit en Espagne, le temps file vite. Cela se confirme quand qu'on regarde tout ce qui s'est déjà passé au CAD à mi-parcours de cette année 2019. Dans le désordre chronologique, nous avons fait honneur aux **femmes**, avec d'abord, dans le cadre de nos soirées sur "**les colères du temps**", la projection de deux films documentaires : **Le pays qui n'aimait pas les femmes**, sur la condition féminine en Inde, et **Egypte: le Caire au féminin**, un titre qui parle de lui-même, puis ensuite ç'a été la venue au mois d'avril de **Giorgio Sacchetti**, qui nous a présenté deux grandes figures féminines de l'anarchisme italien : **Virgilia d'Andrea** et **Maria Luisa Berneri**. Giorgio Sacchetti est historien à l'université de Roma Tre. C'est Isabelle, qui organisait dans le cadre de ses activités universitaires un colloque sur "**Les figures féminines dans la presse radicale**", qui a eu la bonne idée de nous faire profiter de sa présence à Montpellier. Nous l'en remercions vivement. Notre mémoire aussi est phallocratique. Grâce à cette soirée avec Giorgio Sacchetti deux femmes d'exception de plus sont sorties de l'oubli.



Dans certains pays le vélo est interdit aux femmes.

Nous avons parlé **écologie**, avec là aussi des films qui nous ont donné du grain à moudre : "**Bure, la lutte contre la plus grande poubelle d'Europe**", "**Pas res nos aresta**", le combat d'une "cabane" de résistants en Aveyron contre l'implantation d'un méga transformateur d'énergie, et surtout, notre préféré, "**Le dossier Plogoff**", toute la population d'un petit village breton qui se rassemble comme un seul homme pour empêcher un projet de centrale nucléaire sur sa zone littorale. C'était vers la fin des années 70. Le film nous a d'autant plus enthousiasmé qu'à la fin... ils gagnent. Fallait voir ces grands-mères (et oui encore des femmes) défier les CRS avec leur lance-pierre en bois fait maison. Comme quoi, quand on unit la volonté, le courage et l'entente, tout est possible.



Une victoire pour Plogoff

Nous sommes revenus sur le sujet de l'**éducation** avec Annick Stevens, qui est venue nous parler de l'**Université Populaire de Marseille**. L'ambition de l'Université Populaire de Marseille est de rendre accessible à tous la complexité du monde dans lequel nous vivons. C'est aussi (entre autres) celle du CAD. Si nous commençons nous aussi à enregistrer nos soirées, à Marseille ils sont déjà bien rodés. Pour ceux que ça intéresse de mourir moins bête, comme on dit, toutes leurs conférences sont accessibles sur leur site :

www.universite-populaire-de-marseille.net

Nous avons reçu **Charles Macdonald**. Charles Macdonald est ethnologue et anthropologue. Son credo à lui c'est qu'on peut construire des modèles de sociétés non hiérarchisées. Il y avait du monde pour l'écouter. Il avait beaucoup d'arguments et, pour des petites et des moyennes communautés tout au moins, il a réussi à nous prouver, pour ceux qui n'en étaient pas encore convaincus, que c'était possible.



Charles Macdonald

L'ordre ou l'harmonie ?

Nous avons déjà cité la soirée sur la **COPEL** et **Odette Martinez-Maler** qui, en compagnie de **Patrick Fornos**, nous a présenté son *Écritures de la révolution et de la guerre d'Espagne*.



[1] *Écritures de la révolution et de la guerre d'Espagne*, ouvrage collectif coordonné par Odette Martinez-Maler et Geneviève Dreyfus-Armand, Édition Riveneuve, 2019

Nous avons projeté aussi "*Sans adieu*", "*Un paese di Calabria*" et le "*Requiem pour le rêve américain de Noam Chomski*", trois films qui disent les dégâts de l'économie libérale toute puissante et l'espoir qu'il faut garder dans notre pouvoir humain, si on s'y met tous, de renverser la vapeur. Et puis, l'événement qui rencontré sans doute le plus de succès, nous avons accueilli en début d'année **Pablo Servigne**. Avec son concept de "**Collapsologie**" Pablo Servigne fait depuis trois ou quatre ans un tabac dans le monde alternatif. Pour sa venue à Montpellier, il avait aussi à son programme une conférence à la Faculté de droit en compagnie d'Edgar Morin. Au CAD, non seulement c'était deux jours avant, mais c'était gratuit. La salle était comble. Il a fallu fermer les portes avant l'heure et renvoyer les retardataires... aux entrées payantes le surlendemain. En l'état nous sommes fichus, nos sociétés telles qu'elles fonctionnent courent à l'abîme. C'est la conclusion imparable des analyses transdisciplinaires que Pablo a conduites avec son collègue en réflexion **Raphaël Stevens**. Mais le reliquat d'optimisme qui demeure en lui veut croire, il nous l'a expliqué avec une simplicité et un capital de sympathie nullement entamés par sa notoriété, que si la direction que nous avons prise est sans issue, il est encore de temps de faire "**Un pas de côté**". À chacun d'adhérer un peu, beaucoup, ou pas du tout à la vision de Pablo. C'était en tout cas une rencontre revivifiante.



À l'écoute les uns des autres avec Pablo Servigne, la loi de la nature n'est pas forcément la loi du plus fort

Allez, parce que c'est bien aussi parfois de ne pas changer, on finit avec...

LE FENESTROU DE L'ANARCO

Daniel Villanova nous fait partager



Sept réflexions anodines sur l'actualité

1/ Sur le procès de Christophe Dettinger : les mêmes policiers qui tirent sur les gens à tir tendu alors que c'est illégal, qui tabassent à dix ou douze une personne immobilisée au sol alors que c'est illégal, qui arrachent des mains, crèvent des yeux, bastonnent des enfants, des femmes et des personnes âgées, sont venus dire au boxeur que ce qu'il a fait ce n'est pas bien, parce que c'est illégal !

Conclusion évidente : aujourd'hui en France seuls les flics ont le devoir de respecter l'illégalité.

2/ Sur le ruissellement : si l'on en croit Cyrano de Bergerac, au paradis terrestre au lieu de vieillir on rajeunit. Ce monde à l'envers est aussi celui de Macron. Le ruissellement, avec lui, se produit... vers le haut ! Après vérification, il s'agit en fait d'un geyser : pour les bourgeois c'est le Déluge, et pour ceux "d'en-bas" c'est le Désert de Gobi.

3/ Sur la lutte contre le réchauffement climatique : les libéraux ont un plan applicable dès l'hiver prochain : couper le chauffage aux pauvres.

4/ Sur le discours du Gouvernement : « Français, courage ! Vos efforts seront payants ! » Alors même ça il va falloir le payer !

5/ Sur l'augmentation annoncée du prix du carburant : Avant, j'avais peur du vide. Maintenant, j'ai peur du plein.

6/ Sur la répression d'État : leurs canons à eau font peut-être reculer les pauvres, mais pas la pauvreté.

7/ Sur le référendum d'initiative populaire : Macron se positionne : « La France ce n'est pas la Suisse ! ». Ça, on le savait, merci. C'est rare, très rare, qu'un Suisse vienne placer son argent en France... ou alors c'est que c'est un Belge.

Merci Daniel pour ces pensées inspirées !

On te retrouve le 18 juin prochain à Sète au Théâtre de la Mer